

Rapporteur : M. BRUMM Richard

M. BRUMM Richard, rapporteur : Ce rapport a trait à la décision modificative n° 2 et a reçu un avis favorable de la commission des Finances.

M. LE MAIRE : Madame Balas, si vous avez une explication de vote à faire, faites-la dès votre intervention.

Mme BALAS Laurence : Nous voterons contre cette délibération, mais je vais aller un peu plus loin.

Monsieur le Maire, chers Collègues, à l'occasion de cette décision modificative du budget 2012, je ne peux m'empêcher de revenir sur les annonces qui ont été faites par le gouvernement Ayraut la semaine dernière. En effet, en lisant le titre des Echos de mardi dernier, j'ai eu un instant l'impression qu'il n'y avait pas eu de changement de gouvernement ! On nous annonçait des dotations aux collectivités locales gelées pendant trois ans ! Mais ensuite, en lisant la une de Libération par exemple, qui titrait « Hache comme Hollande » vendredi dernier, le doute n'est plus permis et puis chaque jour qui s'ajoute au précédent... les dépenses des ministères vont diminuer de 7 %, il y aura une diminution des effectifs de ces mêmes ministères de 2,5 % en 2013.

Le message est clair : le salut ne viendra pas seulement des hausses d'impôts même si elles seront conséquentes, mais aussi d'une réduction des dépenses de l'Etat, y compris des collectivités locales ! Quand nous disions cela il y a encore un peu plus d'un mois, c'était un scandale. Quand vos amis socialistes l'affirment aujourd'hui, c'est de la bonne gestion et personne ne bronche, à commencer par vous, Monsieur le Maire !

Je sais que la mauvaise foi est un trait de caractère malheureusement assez courant chez les politiques, mais là ce serait comique si cela n'illustrait pas la situation économique très grave dans laquelle nous sommes et dont vous êtes seulement en train de vous rendre compte. De plus, certaines promesses de campagne comme l'embauche de 60.000 fonctionnaires dans l'Education nationale vont imposer des efforts encore plus lourds pour les autres branches de la fonction publique. Après l'euphorie de l'élection présidentielle, le retour à la réalité économique se fait chaque jour davantage, les marges de manœuvre sont très étroites et ce n'est plus nous qui le disons, mais vous. C'est au moins un motif de satisfaction.

Sur un plan local, vous en êtes d'ailleurs pleinement conscient puisque vous procédez depuis quelques temps, et nous allons le voir lors de ce Conseil, à une réévaluation des tarifs de vos services (cantines, mercredis de Lyon) pour qu'ils correspondent mieux au coût réel qu'ils représentent. Peut-être peut-on voir là l'influence de votre Adjoint sarkozyste aux finances, qui a su vous initier ces dernières années à la modération budgétaire ! Peut-être un point positif ?

M. LE MAIRE : Pour répondre en deux mots à Mme Balas -je ne vais pas répondre sur tous les points- vous ne retrouverez jamais dans mes propos un seul mot qui ait dit que tout était possible. Je crois qu'en matière politique, c'est peut-être d'ailleurs ce qui me vaut la confiance des Lyonnais, j'ai toujours essayé d'avoir la même ligne politique : ne jamais dire que tout était possible, faisable, sans difficulté. J'avais dit que la situation économique était une situation difficile, je n'ai jamais dévié non plus sur un certain nombre d'engagements et d'orientations politiques. Donc, je continuerai à le faire dans l'avenir comme je l'ai fait par le passé. Je vous ai même, si vous étiez attentive à mes propos, indiqué quelles étaient les orientations et les priorités pour moi. Je les répète : l'université et la recherche, le logement et la santé.

Je mets aux voix les conclusions de ce rapport. Il n'y a pas d'opposition ? Elles sont adoptées à la majorité.

(Les Groupes Ensemble Pour Lyon - UMP, Nouveau Centre et Apparentés et
Centristes et Démocrates pour Lyon - Union des Démocrates et Indépendants ont voté
contre.)
(Adopté.)